



DAVIDCOHEN/unsplash.com

Le plus grand hold-up de tous les temps

L'Allemagne conquiert l'Europe sans coup férir.

- Robert Morley
- [13/06/2014](#)

Le 9 novembre 1989 a été une journée mémorable. C'était le jour où le mur de Berlin s'est écroulé. L'Empire soviétique a commencé à se retirer de l'Europe, libérant le continent de l'emprise du communisme.

Dix-neuf ans plus tard, un autre événement—peut-être encore plus grand—a secoué le monde, un événement qui a eu le même effet d'enhardissement sur l'Europe. L'effondrement soudain du système bancaire de l'Amérique, en septembre 2008, a ouvert la voie pour l'émergence d'une superpuissance économique européenne—et pour la nation qui va en tirer tous les bénéfices.

L'automne dernier, l'Amérique s'est tenue dans un silence stupéfait alors qu'elle assistait à la plus grande banqueroute d'une entreprise dans l'histoire (Lehman Brothers), à la plus grande faillite d'une compagnie d'assurance dans l'histoire (American International Group) et à la plus importante saisie d'une entreprise dans l'histoire de la finance (Fannie Mae et Freddie Mac).

«La semaine entourant le 11 septembre de cette année se révélera un point tournant plus important que celui d'il y a sept ans», avons-nous écrit dans notre numéro de novembre-décembre 2008. «Cela a été une annonce complètement folle et retentissante pour le monde de savoir que le système économique américain avait franchi le point de non retour. Et quand l'économie américaine sombrera, le monde tel que nous le connaissons sera radicalement transformé».

Nulle part la transformation n'est plus marquée qu'en Europe. La crise économique mondiale balaie les pouvoirs nationaux et force une union contre nature des États européens. Elle accélère l'ascension d'une nouvelle superpuissance mondiale!

Les politiciens, les chefs d'entreprise et les planificateurs militaires, de même, sont sur le point d'être étourdis par la montée subite de l'Europe vers la prééminence. Les rapports de force internationaux sont déjà en train de tourner. De nouvelles alliances se dessinent. Les systèmes économiques sont contestés.

Pourtant, les événements qui secouent le monde, aujourd'hui, ont été annoncés, il y a de nombreuses années.

En 1984, Herbert W. Armstrong, rédacteur principal de la revue Plain Truth, distribuée à l'échelle mondiale (précurseur de la Trompette), a averti qu'une crise bancaire massive, en Amérique, pourrait «tout à coup déclencher l'unification des nations européennes en tant que nouvelle puissance mondiale, plus importante que l'Union soviétique ou les États-Unis» (Lettre aux membres et co-ouvriers, du 22 juillet, 1984).

Au cours d'un message donné cette même année, M. Armstrong raconte: «À Londres, la conférence économique a eu lieu pendant que nous étions là... Et je peux vous dire, maintenant, que j'ai appris, à Londres, des choses qui m'ont beaucoup alarmé. Je peux voir maintenant l'événement qui va déclencher la formation de la réunification de l'Europe... Je crois qu'un événement va se passer subitement, par un ciel tout bleu, qui va secouer le monde entier, et va inciter les nations d'Europe à prendre conscience qu'elles doivent s'unir!... Je pense, maintenant, que je peux voir ce qui pourrait être l'événement même qui va déclencher cette union: il s'agit de la situation économique dans le monde» (7 juillet 1984).

Nul ne peut prétendre que la planète n'est pas enfermée dans une crise économique mondiale qui a pris naissance en Amérique. Mais, maintenant, voyez à quelle vitesse la superpuissance européenne unie, qui a été prophétisée, est en train de faire son ascension!

L'Europe accuse l'Amérique

Les dirigeants disparates de l'Europe le plus souvent ne peuvent s'entendre sur rien—mais ils sont unis d'une façon étrange et inquiétante: ils accusent les États-Unis de ruiner l'économie mondiale.

Le ministre allemand des Finances, Peer Steinbrück, a résumé le sentiment européen, en octobre de l'année dernière: «L'origine et le centre de gravité du problème est nettement aux États-Unis». La chancelière allemande, Angela Merkel, et le président français, Nicolas Sarkozy, en ont été d'accord. C'est la faute de l'Amérique, et maintenant le monde a à y faire face. Plus récemment, dans son encyclique publiée en juillet, le pape Benoît xvi s'est joint au chœur, appelant à un nouvel ordre financier mondial, indépendant des États-Unis

Mais c'est la solution franco-allemande, vis-à-vis de l'insouciance anglo-saxonne, qui est de plus mauvais augure. Au cours du sommet économique du G-20, en novembre dernier, les économies les plus puissantes du monde ont silencieusement renoncé à leurs droits souverains pour réguler leur propre économie. Un nouvel organisme international chargé de prévenir de futurs accidents économiques, le Conseil de stabilité financière (CSF), va maintenant l'emporter sur le droit national des différents signataires (voir l'article De retour!). Pratiquement du jour au lendemain, le nouveau chef du CSF, Mario Draghi, est devenu le régulateur le plus puissant de la banque, des finances et du commerce dans le monde. M. Draghi, ancien banquier italien, est également connu pour ses liens étroits avec le Vatican.

Les motivations cachées derrière la création du CSF pourraient être beaucoup plus sinistres que simplement assurer que les crises bancaires ne se reproduisent pas. Dans le passé, Paris et Berlin, appuyés par l'Italie, l'Espagne et la plupart des nations les plus anciennes de l'UE, ont attaqué à plusieurs reprises le système économique de libre marché anglo-américain. On craint maintenant que l'Allemagne et la France n'utilisent leur force nouvellement acquise pour le piller.

Selon l'agence de presse indépendante, EurActiv, un «nouvel équilibre du pouvoir» est en cours d'élaboration en Europe. «La France et l'Allemagne défient ouvertement le rôle de la City de Londres en tant que principale plaque tournante financière de l'Europe, et sont avides de voir Paris ou Francfort comme centres financiers puissants dans un nouveau système mondial plus réglementé» (31 juillet). Il est proposé que le secteur des dérivés, qui a été une énorme source de croissance pour les institutions financières de Londres, soient réglementés par les nouveaux «offices centraux» basés ailleurs. En outre, de nouveaux règlements financiers vont supprimer l'avantage d'enregistrer des fonds de secours au Royaume-Uni. De grandes institutions financières pourraient être forcées de fuir Londres pour échapper aux investigations.

Et l'autorité du CSF s'étendra bien au-delà des nations du G-20. Toute banque qui voudra faire des affaires avec un membre du G-20 devra se conformer aux lignes directrices du CSF.

Pendant ce temps, l'UE crée aussi de nouveaux organes de réglementation avec d'immenses pouvoirs sur les nations qui la composent: une Autorité bancaire européenne, à Londres, une Autorité européenne d'assurance, à Francfort, et une Autorité des valeurs mobilières européennes, à Paris. Chacun de ces trois organismes fera un rapport à Bruxelles.

Certains responsables, en Grande-Bretagne, ont fait remarquer que toutes les nouvelles réglementations sont des attaques à peine voilées contre le secteur financier de ce pays. Mais Londres a peu de pouvoir et peu d'alliés dans le sillage de la crise financière.

Les grands perdants de la crise financière sont faciles à identifier. Mais un gagnant est passé en-dessous du radar.

Le véritable gagnant

Les forces libérées lors du 11/9 financier de l'Amérique ont rapidement propagé le carnage économique à Londres, et de là, à Francfort, Paris, Madrid et, au-delà, à la vulnérable Europe de l'Est. Le crédit a été gelé, la valeur des actifs a chuté, les taux de change ont divergé, l'insolvabilité a balayé des institutions bancaires vénérables, et les recettes publiques ont plongé.

Un an après la crise initiale, l'Europe occidentale demeure dans le malaise économique, mais l'Europe orientale—comprenant les États des Balkans, la Bulgarie, la République tchèque, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne et la Roumanie—se trouve au bord de l'abîme. Ce sont ces pays de l'Est qui, selon Stratfor, «ont le plus souffert de la crise financière mondiale». Ils sont le nouveau «ground zero» de la récession mondiale.

Ces nations d'Europe orientale sont accablées par de lourdes dettes qui sont devenues impossibles à financer. Pis encore, une grande partie de cette dette est libellée en devises étrangères. Cela signifie que ces nations sont dans une situation économique où il est impossible de s'en sortir. Elles ont besoin de devises fortes pour rembourser les prêts, mais avec leurs économies dans la tourmente, la seule façon par laquelle elles pourraient gagner de l'argent, ce serait de dévaluer leur monnaie pour augmenter les exportations. Pour en sortir, elles ont cherché à gagner du temps en empruntant encore plus d'argent.

La France et l'Allemagne sont initialement venues à la rescousse. «Des renflouements de banques considérables unissent

l'Europe», titrait le Los Angeles Times du 14 octobre 2008. «Comme des soldats se mettant au pas, les gouvernements à travers l'Europe» ont suivi l'exemple de la France et de l'Allemagne pour aller à la rescousse du système bancaire. «Le temps de faire cavalier seul est heureusement révolu», a déclaré le président Nicolas Sarkozy. «L'Europe unie s'est engagée plus que les États-Unis.»

En dépit de la rhétorique confiante et de l'ampleur du renflouement, les pays d'Europe de l'Est vacillent encore au bord de la catastrophe. Les analystes ont craint qu'un deuxième tour de crise ne se prépare. C'était des nouvelles particulièrement mauvaises pour la Suède, l'Autriche et la Grèce. Au cours de la décennie précédente, la Suède a beaucoup investi en Estonie, en Lettonie et en Lituanie. Maintenant, ces prêts sont menacés, et les banques suédoises elles-mêmes sont confrontées à la cessation de paiement—mettant en péril la Suède elle-même. Des situations précaires similaires existent pour de grands établissements bancaires en Autriche et en Grèce qui ont investi dans les Balkans et en Europe centrale et orientale.

Mais un autre sauvetage a été mis en place. Selon Stratfor, la seule solution à long terme pour ces pays d'Europe orientale et leurs banques, c'«est une course folle vers la zone euro» (ibid.). Les Européens de l'Est le savent, et par conséquent ils se sont tournés vers la Banque centrale européenne (BCE) considérée comme leur sauveur.

La Banque centrale européenne est dominée par l'Allemagne.

Le 24 juin, la BCE a ouvert une offre «illimitée» d'un prêt à 1 pour cent l'an pour les banques européennes comme moyen de les garder à flot. L'Europe de l'Est a poussé un soupir de soulagement collectif, et a rapidement emprunté plus de 620 milliards de dollars. L'Allemagne est devenue le chevalier blanc de l'Europe.

Mais à certains niveaux, le soulagement pourrait être de courte durée. Des renflouements supplémentaires pourraient être nécessaires si le ralentissement économique est plus prolongé que prévu. En outre, les États d'Europe orientale (tels que la Suède, l'Autriche, la Grèce et d'autres pays) sont désormais incroyablement redevable à la Banque centrale européenne sous conduite allemande, indépendamment du fait que leurs économies se redressent ou pas. De plus, les prêts de sauvetage arrivent à échéance dans un an seulement. Comment cet argent sera-t-il reversé? Une grande partie de l'Europe est sur le point de savoir qu'elle est entièrement dépendante de l'Allemagne pour sa subsistance.

Et voici la grande ironie dans tout cela. La BCE, tout comme son homologue en Amérique, la Federal Reserve Bank, crée de la monnaie par décret. L'argent qu'elle a prêté à l'Europe orientale n'est que des inscriptions comptables électroniques—il n'y a pas d'actifs tangibles derrière. Ni or ni argent n'a été collecté et envoyé. Ce que cela signifie, c'est que les nations d'Europe orientale, en acceptant les prêts et les règlements de la BCE, ont vendu leur souveraineté pour rien, littéralement—même pas pour des bouts de papier.

C'est le coup du siècle! Le plus grand hold-up de tous les temps! L'Allemagne est en train de voler l'Europe. Les livres d'histoire montreront que l'Allemagne a conquis l'Europe, sans coup férir.

Comment pouvait-il savoir?

Revenez en arrière et relisez les prévisions faites par M. Armstrong à propos de l'unification de l'Europe, de l'ascension d'une superpuissance européenne, et de l'événement qui mettrait le tout en mouvement. Rappelez-vous: M. Armstrong a fait ces déclarations lorsque de l'Empire soviétique dominait complètement l'Europe orientale et que l'Allemagne était encore désunie. L'Union européenne n'existait même pas presque une décennie plus tard, et ce serait 14 ans avant que la Banque centrale européenne ne soit créée. Pourtant, M. Armstrong a nettement annoncé l'avenir de l'Europe. Comment pouvait-il savoir?

Les lecteurs traditionnels de la Trompette savent que nous proclamons les avertissements, basés sur la Bible, de M. Armstrong à propos de l'Europe et du monde. Et c'est là que réside l'espoir. Dieu a averti l'Amérique et le monde que ces événements arrivaient. Il avait annoncé qu'ils se produiraient, et Il les a enregistrés dans la Bible, pour nous aujourd'hui, afin que nous puissions être prêts.

Dieu a également enregistré l'ultime conclusion de ces événements pour nous. La Bible révèle l'avenir. Comme M. Armstrong l'a dit, en 1984, la Bible prédit que l'unification européenne, «à son tour, pourrait conduire à la grande Tribulation [une période prophétisée de guerre, à la fin de l'âge] tout à coup. Et cela va rapidement conduire à la Seconde venue du Christ...» (22 juillet 1984).

C'est là que l'effondrement économique de l'Amérique et l'unification de l'Europe, sous la direction allemande, conduisent: au retour du Christ! ■